



**Université  
de Limoges**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**907 25 91 Prestation de service : Suivi d'impacts  
électriques et électromagnétiques d'un parc éolien**

---

**Université de Limoges**  
**<http://www.unilim.fr>**  
Pôle de la commande publique  
33 rue François Mitterrand  
87032 LIMOGES

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	907 25 91 - Prestation de service : Suivi d'impacts électriques et électromagnétiques d'un parc éolien
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	14 mois
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 - Durée et délais d'exécution .....	5
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	5
5.2 - Délai d'exécution .....	5
6 - Prix.....	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
6.2 - Modalités de variation des prix .....	5
7 - Garanties Financières .....	6
8 - Avance.....	6
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	6
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	6
9 - Modalités de règlement des comptes.....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
9.3 - Délai global de paiement .....	7
9.4 - Paiement des cotraitants .....	7
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	7
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
11 - Développement durable .....	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	8
12.1 - Vérifications .....	8
12.2 - Décision après vérification .....	8
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
14 - Pénalités.....	9
14.1 - Pénalités de retard.....	9
14.2 - En cas de défaillance des capteurs de mesures.....	9
14.3 - Pénalité pour travail dissimulé .....	9
15 - Assurances.....	10
16 - Résiliation du contrat.....	10
16.1 - Conditions de résiliation.....	10
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	10
17 - Règlement des litiges et langues.....	10
18 - Dérogations.....	11

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Prestation de service : Suivi d'impacts électriques et électromagnétiques d'un parc éolien sur trois exploitations agricoles situées à proximité d'un parc éolien, sur une période d'un an, comprenant l'installation des dispositifs de mesure, la collecte, le traitement et la restitution des données, ainsi que les rapports technique associés.

Le titulaire s'engage à :

1. exécuter la prestation conformément aux règles de l'art ;
2. utiliser un personnel qualifié pour intervenir en milieu agricole ;
3. assurer la sécurité des installations de mesure ;
4. maintenir le matériel en état de fonctionnement pendant toute la durée du suivi ;
5. signaler immédiatement tout incident ou dysfonctionnement à l'Université ;
6. respecter les règles de sécurité des exploitations agricoles ;
7. se conformer aux obligations légales (assurance RC pro, obligations sociales et fiscales).

Lieu(x) d'exécution :

XLIM - Axe SRF - Equipe CEM & Diffraction - FST  
123 Avenue Albert Thomas  
87060 Limoges CEDEX

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est soumis à une obligation stricte de confidentialité concernant :

- les données collectées,
- les conditions d'exploitation,
- les analyses et rapports,
- les informations relatives aux exploitants agricoles et au partenaire industriel (Neoen).

Aucune communication, diffusion, publication ou réutilisation des données ne pourra être effectuée sans autorisation écrite de l'Université de Limoges.

Un accord de confidentialité sera signé avant le début des prestations.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 02/02/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 02/04/2027.

### 5.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est de 14 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

La durée d'exécution des prestations est fixée à 14 mois, incluant :

- installation des dispositifs de mesure,
- suivi continu du 1<sup>er</sup> février 2026 au 28 février 2027,
- démontage,
- remise des rapports.

Le rapport final devra être remis dans un délai de deux mois après la fin du suivi, soit avant 30 avril 2027.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix forfaitaire comprend notamment :

- la fourniture et l'installation des capteurs et systèmes de mesure,
- les déplacements, hébergement et charges logistiques,
- le stockage et la sécurisation des données,
- la participation aux réunions,
- la rédaction des rapports,
- le démontage,
- l'ensemble des frais, taxes et charges associés.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :  
$$Cn = 25.0\% + 75.0\% (\text{SYN REV (d-3)} / \text{SYN REV (o)})$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN REV « Indice SYNTEC ».

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du contrat, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Selon l'échéance suivant :

- une facture d'acompte, à hauteur maximale de 30 %, après installation complète des dispositifs ;
- une facture intermédiaire, à hauteur maximale de 20 %, après un délai de 6 mois ;
- une facture finale après remise et validation de l'ensemble des livrables.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19870669900321

### 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

XLIM - Axe SRF - Equipe CEM & Diffraction FST  
Beillard Bruno  
123 avenue Albert Thomas  
87060 Limoges  
123 Avenue Albert Thomas 87060 Limoges Cedex

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

## 11 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

## 12 - Constatation de l'exécution des prestations

### 12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de vérification signalée par le titulaire, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

La réception se fait en plusieurs étapes :

1- Réception de l'installation

Après installation des dispositifs, un procès-verbal de conformité est signé par l'Université.

2- Réception provisoire

Après remise de l'ensemble des données et des rapports techniques individuels.

3- Réception définitive

Après remise et validation du rapport de synthèse global.

Des réserves peuvent être émises. Le titulaire devra y répondre dans un délai de 15 jours.

Les vérifications seront effectuées par Bruno Beillard.

### 12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.



## 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Les données collectées, les rapports, les analyses, les algorithmes de traitement spécifiques et l'ensemble des livrables appartiennent intégralement à l'Université de Limoges, de plein droit.

Le titulaire :

- ne pourra en conserver aucune copie au-delà de la remise finale,
- ne pourra les exploiter à titre commercial ou scientifique,
- cède l'ensemble des droits afférents dans le cadre du marché (hors outils génériques lui appartenant).

## 14 - Pénalités

### 14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des prestations ou la remise des livrables

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, par décision motivée, de ne pas appliquer ou de moduler ces pénalités lorsque le retard est justifié, minime, ou sans incidence sur la bonne exécution du marché.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 14.2 - En cas de défaillance des capteurs de mesures

En cas de défaillance des appareils de mesure imputable au titulaire, entraînant l'impossibilité d'enregistrer les données **24 heures sur 24**, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité appliquée pour chaque jour calendaire d'absence totale ou partielle de données.

Cette pénalité est fixée à :

- **300 € HT par jour de manquement,**

Les pénalités sont applicables jusqu'au rétablissement complet de l'enregistrement continu des données, sans préjudice des autres sanctions prévues au marché, notamment la résiliation pour manquement grave.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, par décision motivée, de ne pas appliquer ou de moduler ces pénalités lorsque le retard est justifié, minime, ou sans incidence sur la bonne exécution du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 14.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues par le CCAG-FCS, notamment dans les cas suivants :

- Manquement grave du titulaire à ses obligations contractuelles ;
- Retard d'exécution supérieur à deux (2) mois, notamment pour la remise du rapport final, sauf cas de force majeure dûment justifié ;
- Non-respect des clauses de confidentialité prévues au marché ;
- Inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7, ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique.

Dans ce dernier cas, le marché sera résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts que le pouvoir adjudicateur pourrait réclamer.

### 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Limoges est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Servi